



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2800
1er avril 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



VICTORIA VIENNET

Votez Nathalie Arthaud

Le camp des travailleurs face aux profiteurs de guerre

Meeting national à Paris dimanche 3 avril



à 15 heures

au Zénith - Paris-La Villette

Départs collectifs organisés en région.

Liste disponible sur le site nathalie-arthaud.info



Leur société

- Hausse des carburants : une remise dérisoire 3
- Profits de guerre : les vautours sont déjà là 3
- Défense nationale : l'ABC de la défense du capital 3
- Macron en campagne : provocation contre les enseignants 6
- Le mépris en marche 6
- Guadeloupe : des écueils dans l'accueil pour Le Pen 6
- Pratiques de l'État : répression et discrimination 7
- Un migrant électrocuté : « les frontières tuent » 7
- Nos lecteurs écrivent : accueil des réfugiés, les affaires avant tout 7
- Gilets jaunes : triste bilan du quinquennat 7
- Orpea : cachez ce rapport 10
- Laboratoires Servier : une subvention qui fait scandale 10
- Storengy : gaspillage et réchauffement climatique 10
- Cabinets conseils : aux frais de l'État 11
- Alimentaire : de la guerre des prix à l'indexation sur les coûts 11
- Impôts : derrière la baisse, l'arnaque 11

Élection présidentielle

- Nathalie Arthaud : « notre espoir va du côté des travailleurs » 4
- Contre l'inflation : indexation des salaires sur les prix ! 4
- Le vrai vote communiste 5
- Jean-Pierre Mercier : « un monde impérialiste barbare » 5
- Réunions publiques et meetings de Nathalie Arthaud 5

Dans le monde

- Biden en Europe : coups de menton du chef de l'impérialisme 8
- Grande-Bretagne : faible avec les forts, fort avec les faibles 8
- Union européenne : unité de façade et intérêts divergents 9
- Énergie : le gaz source de conflit 9
- Wall Street : record pour les banquiers 9
- Afrique : la flambée des prix 16
- Nigeria : la dictature des trusts pétroliers 16

Dans les entreprises

- Usines à l'arrêt : les travailleurs paient déjà la guerre 12
- Renault - Russie : calculs patronaux et mépris des peuples 12
- Magnetto - Aulnay-sous-Bois 12
- RATP : après le 25 mars 13
- SNCF - Dijon 13
- Mort d'un travailleur : appel à manifester 13
- Eurofins Biomnis - Gerland 14
- Auchan en Russie 14
- Scopelec - Orne 14
- Fnac 14
- Leroy Merlin 14
- Airbus Helicopters Marignane 15
- LME - Trith-Saint-Léger 15

Votez pour dénoncer les fauteurs et les profiteurs de guerre, et les gouvernements qui veulent nous embrigader!

Il y a un mois, la population ukrainienne n'imaginait pas ce que sa vie allait devenir. Elle ne pensait pas que des bombes allaient détruire des villes entières, que des millions de gens allaient devoir fuir leur pays, ni que ceux en âge de se battre allaient se retrouver avec un fusil dans les bras. Pourtant, c'est ce qui est arrivé. Tout a basculé en quelques jours. Et cette tragédie qui se déroule à quelques milliers de kilomètres fait partie maintenant de notre quotidien.

Ici, nous n'avons pas encore la guerre. Mais nous subissons déjà les spéculateurs et les profiteurs de guerre qui font monter tous les prix. Et un climat guerrier s'est installé, orchestré par le gouvernement et les médias. La guerre en Ukraine nous montre l'avenir que les dirigeants du monde nous préparent. Elle ne peut pas faire oublier nos difficultés quotidiennes : elle les aggrave.

La guerre en Ukraine a déstabilisé l'économie capitaliste mondiale et modifié les rapports de force entre le camp occidental et la Russie, mais aussi à l'intérieur même du camp occidental. Renault a dû quitter le marché automobile russe, qui représentait pourtant son deuxième plus gros marché. Et cela va compter dans sa guerre commerciale contre Stellantis-PSA, Volkswagen et les autres constructeurs.

À cause de l'embargo sur le gaz russe qui se met en place, l'Allemagne, qui est la puissance industrielle européenne dominante, doit revoir complètement son approvisionnement énergétique. Et cela rebat les cartes dans les relations entre puissances européennes.

À un autre niveau, les États-Unis, qui mènent la croisade de l'OTAN contre Poutine, se servent de la guerre en Ukraine pour obliger tous les gouvernements à se ranger derrière eux et font pression sur les pays de l'ex-URSS et sur la Chine pour qu'ils se détachent de la Russie.

Et puis, tous les États réarment! Alors, s'il est impossible de prévoir comment la situation internationale va évoluer, une chose est sûre : ceux qui nous gouvernent ont commencé à aiguiser leurs couteaux.

Il y a cent ans, toute une génération a connu la boucherie de la Première Guerre mondiale. Puis la génération suivante s'est retrouvée sur les

champs de bataille de la Deuxième Guerre mondiale. Ensuite, il y a eu les guerres coloniales, au Vietnam ou en Algérie. En réalité, les guerres ne se sont jamais arrêtées. Les désastres en Syrie, en Irak ou au Yémen sont là pour en témoigner.

Le système capitaliste, fondé sur l'esclavage salarial, mène inévitablement à la guerre. La guerre fait partie du capitalisme. Et si elle est une tragédie pour les populations, elle est un énorme business pour les trusts. Les profits des groupes pétroliers et de ceux de l'armement en sont l'illustration écoeurante.

Les travailleurs et les pauvres de tous les pays sont dressés à être résignés devant tout cela. Et, faute de véritables partis ouvriers, faute de traditions de lutte et d'organisation, pour l'instant ils ne sont pas capables de renverser ce système. Pourtant, ils sont les seuls à pouvoir le faire. Et il faudra nécessairement que les exploités renouent avec un passé où le mouvement ouvrier représentait une force et un espoir de changement pour toute l'humanité.

Dans les élections qui arrivent, rien de bon ne pourra sortir des urnes pour les travailleurs, ni pour l'immense majorité de la population. Les candidats qui promettent des miracles, ou prétendent avoir des « solutions » dans le cadre de ce système, ne sont en réalité que des bonimenteurs. Ils se gardent bien de dire l'essentiel, à savoir que, quel que soit l'élu, les capitalistes dirigeront, et ils mèneront la société à la guerre. Beaucoup de travailleurs sentent d'instinct qu'on les trompe et c'est pour cela qu'il y a tant d'abstentions. Mais s'abstenir, c'est se taire.

Les élections sont une duperie, mais les exploités peuvent utiliser leur bulletin de vote justement pour montrer qu'ils ne se laissent pas tromper. Ils peuvent voter pour dénoncer la guerre et ses profiteurs, pour affirmer leur confiance que la classe ouvrière porte en elle une autre organisation sociale, débarrassée de l'exploitation et des guerres. C'est un vote minoritaire et à contre-courant : et alors? C'est pour que ceux qui veulent s'exprimer ainsi puissent le faire que je suis candidate.

Nathalie Arthaud



Des soldats français en Estonie pour renforcer les troupes de l'OTAN.

Hausse des carburants : **une remise dérisoire**



La remise sur le carburant à la pompe, que le gouvernement avait annoncée le 12 mars pour le 1^{er} avril, passera de 15 à 18 centimes par litre.

C'est loin de faire le compte pour ceux qui doivent utiliser leur voiture. En revanche, cette remise est un moyen de donner un blanc-seing aux profiteurs

de guerre, au premier rang desquels se trouve TotalEnergies.

En effet les consommateurs paieront le litre de carburant 18 centimes de

moins, mais on ne demande nullement aux industriels de baisser leurs marges. La remise sera payée par l'État et directement encaissée par les distributeurs les plus en amont du réseau de distribution de carburants, c'est-à-dire les importateurs et les raffineurs de pétrole, qui ne perdront rien dans l'opération. Et en France, la majorité des raffineries appartiennent à TotalEnergies, dont les profits ont explosé : 13,5 milliards d'euros de bénéfices pour 2021.

D'où vient cette hausse ? Des journalistes évoquent les pénuries d'approvisionnement liées à la guerre. Mais la hausse des prix avait commencé des mois auparavant. La cause réelle, c'est la spéculation sur l'or noir, et les guerres sont des aubaines pour les spéculateurs. Cela vaut pour la guerre actuelle

en Ukraine, mais c'était déjà vrai lors de la guerre en Irak, qui avait provoqué le passage du cours du pétrole brut de 30 dollars le baril en 2003 à 75 dollars en 2006. Cette spéculation est le fait de multiples intermédiaires capitalistes, mais aussi et surtout des trusts du pétrole.

L'État aide en réalité TotalEnergies à imposer ses prix et à rançonner le consommateur, ce qui revient à subventionner un profiteur de guerre.

Outre son caractère aussi

dérisoire qu'électorale, le gouvernement présentera aux travailleurs la note pour cette remise de 18 centimes, qu'ils paieront d'une autre façon.

Les travailleurs n'ont pas besoin d'aides, mais de vivre dignement de leur salaire. Il faudra pour cela des luttes, et contester la domination patronale. D'autant que c'est justement cette domination de la société par les capitalistes qui est la cause des guerres.

Thomas Baumer

Profits de guerre : **les vautours sont déjà là**

La guerre, et donc Poutine, seraient responsables des hausses des prix, présentes et futures. C'est du moins ce que disent les commentateurs autorisés, et jusqu'au candidat Macron dans son clip de campagne. Le mensonge ne les étouffe pas !

En fait, les augmentations des tarifs des carburants, tant pour les véhicules que pour le chauffage, et celles du gaz et de l'électricité ont commencé bien avant la guerre. En septembre 2021 déjà, Castex promettait un chèque énergie de 100 euros et admettait, devant l'augmentation aux pompes, qu'on ne pouvait vivre décemment avec moins de 2 000 euros par mois. C'est bien avant la guerre aussi que des familles ont commencé à se restreindre et à baisser le chauffage.

Le mensonge vient s'ajouter à cet oubli volontaire. L'essence et le gazole, dont les prix augmentent aujourd'hui, ont été pompés, raffinés, transportés et surtout achetés par les grandes compagnies il y a des mois. Entre les producteurs et les compagnies comme TotalEnergies ou Engie, les prix du gaz sont fixés longtemps à l'avance. Le gaz consommé aujourd'hui a été acheté par le distributeur au prix d'hier et il compte le vendre

à celui de demain.

De même, les minotiers augmentent le prix de farines qu'ils ont en stock... depuis la dernière récolte ! Ces gens-là profitent simplement de la guerre pour faire un surprofit, pour ne pas dire pour escroquer la clientèle, les familles populaires qui finissent par payer plus cher le pain, la farine, la semoule, les viennoiseries, etc. Dans les pays riches, la descente vers la pauvreté s'accélère. Dans les pays pauvres, comme les pays du Moyen-Orient ou du Maghreb, qui importent une grande partie de leur blé, c'est la certitude de la famine prochaine.

La guerre qui vient est aussi la promesse de bonnes affaires pour les marchands

de canons, et leurs actions atteignent des records dans les Bourses des métropoles impérialistes. Chaque euro ainsi gagné, chaque dollar et chaque livre sterling est une promesse de malheur pour les peuples.

Toute cette valse des cours de Bourse, les spéculations croisées, les injections massives de crédits, les promesses de bénéfices monstrueux ou de catastrophes retentissantes font aussi les délices des traders. Ils jouent sur chaque variation, prenant au passage leur dîme sur la misère du monde, amplifiant le chaos, menant la sphère financière vers l'explosion et l'économie malade vers l'apoplexie.

Le carnage est encore limité à quelques zones de la planète. Mais la curée des vautours est mondiale.

Paul Galois



Silos céréaliers.

Défense nationale : **l'ABC de la défense du capital**

Lors de son discours de Marseille, dimanche 27 mars, Jean-Luc Mélenchon a donné son sentiment sur la guerre en Ukraine et, plus largement, sur l'époque de tensions et de guerres qui s'annonce.

À la différence de nombre de ses concurrents, déjà au garde-à-vous et agitant des épouvantails taillés sur mesure – la Russie, la Chine, l'islamisme, les migrants – Mélenchon sait et écrit que la phase actuelle du développement du capitalisme engendre des tensions. De ces prémisses différentes, il tire pourtant la même conclusion que les autres candidats au poste de chef de guerre : il faut renforcer l'armée française.

Le programme militaire du candidat de La France insoumise, exposé sur son site, va de la dissuasion depuis l'espace jusqu'au retour de la conscription, de la fabrication française de la totalité des armements jusqu'au respect dû aux militaires, de la cyber-guerre à la détection des sous-marins nucléaires par émission d'antineutrinos ! À quoi sert d'étaler un tel programme de mort industrielle, sinon à se montrer prêt à s'agenouiller devant la puissance du capital et à exiger des travailleurs qu'ils en fassent autant ?

Lorsqu'on a dit A en s'inclinant devant l'État,

les frontières et la propriété privée des grandes entreprises, le moment arrive où l'on doit dire B et préparer la guerre, puis celui de dire C et la faire, au grand malheur des peuples, évidemment.

Les autres candidats de l'ordre, de Roussel à Zemmour, promettent également de renforcer la Défense nationale, même s'ils détaillent moins la question que le général en chef de la gauche de gouvernement. Les subtilités de la présence ou non dans l'OTAN et de son commandement, les velléités d'échapper à la tutelle américaine ou les engagements à s'y soumettre derechef ne cachent pas leur unité profonde. Elle se fait autour de l'État, de son armée, de son empire maritime, des intérêts des grandes entreprises, c'est-à-dire en fin de compte des coffres des familles qui les détiennent. Ils l'expriment tous de la même façon, en s'entourant de drapeaux tricolores, de références émues à la France et en chantant la gloire de la Défense nationale. Pour eux, gare à celui qui pense autrement !

P. G.



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

Nathalie Arthaud: «Notre espoir va du côté des travailleurs»

« Notre espoir va du côté des travailleurs russes, qui n'ont pas voulu cette guerre, qui n'y ont pas intérêt. Certains l'expriment avec énormément de courage. J'espère qu'ils trouveront la voie pour se retourner contre Poutine et pour parler avec leurs frères ukrainiens. »

C'est ce que Nathalie Arthaud répond aux journalistes qui lui demandent ce qu'elle pense de la guerre, voire si elle approuve l'envoi d'armes à l'Ukraine. En effet, avec le début de la campagne électorale officielle, les médias sont obligés de lui donner un peu plus la parole. C'est l'occasion de souligner l'urgence de la situation : la guerre en Ukraine a déjà des conséquences graves, d'abord sur la population ukrainienne, victime directe de l'invasion militaire, mais aussi sur la population russe, muselée par le régime, et sur des centaines de millions de personnes dans le monde, frappées par la hausse des prix.

Il faut en effet faire le lien entre la guerre en Ukraine et la situation des classes populaires en France, en particulier du fait de l'inflation due à la spéculation des trusts de l'énergie, de l'agro-alimentaire et d'autres secteurs. La hausse des salaires et leur indexation sur l'évolution des prix en temps réel devient encore plus urgente. « Le prochain président va utiliser cette guerre comme un prétexte pour nous imposer de nouveaux sacrifices », alors il faut se préparer à riposter.

Nathalie a tenu deux meetings, à Rennes le 25 mars et à Saint-Nazaire le 26, suivis de débats, et aussi rencontré des étudiants de



Meeting à Annecy.

Sciences Po Rennes. Face à cette guerre épouvantable, c'est l'inquiétude, et parfois un sentiment d'impuissance. Faut-il manifester en solidarité avec les Ukrainiens ? Que peut-on faire concrètement pour les aider ? « Je comprends le désarroi de ceux qui voudraient faire quelque chose. Les gestes de solidarité de la population font chaud au cœur et témoignent d'une volonté d'aider dénuée d'arrière-pensées et de calculs », a dit Nathalie.

Mais ce n'est pas le cas du gouvernement français,

qui instrumentalise ces sentiments, ni des va-t-en-guerre qui appellent à envoyer des armes en Ukraine. La seule porte de sortie par le haut serait que les peuples parviennent à s'entendre par-dessus la tête de leurs dirigeants. À ceux qui nous disent « Vous êtes utopistes », il faut rappeler que cela s'est fait ! « Il y a vraiment eu une révolution qui a arrêté la guerre sur le front en 1917 ! » Aujourd'hui, on ne peut certes pas arrêter la guerre du jour au lendemain, mais on peut exprimer cette

perspective, qui comptera dans l'avenir.

Affirmer la nécessité de défendre nos intérêts vitaux au quotidien et contester l'ordre capitaliste dans son ensemble, ce sont deux perspectives indissociables l'une de l'autre, que Nathalie Arthaud porte dans cette élection. « Même si on ne se sent pas capable de se battre tout de suite, on peut faire quelque chose de simple : voter pour affirmer que les intérêts des travailleurs doivent passer avant les profits et les dividendes, et pour dire qu'il faut changer ce monde ! »

Contre l'inflation : indexation des salaires sur les prix !

L'une des prévisions de la Banque de France pour 2022 revoit la croissance à la baisse et l'inflation à la hausse, jusqu'à 4,4% pour l'année.

Pour les classes populaires, l'inflation n'est pas un pourcentage abstrait, elle est une réalité

qui imprègne la vie quotidienne : il faut supprimer les petits plaisirs, les déplacements en voiture, à part

pour se rendre au travail, rogner sur le chauffage et même sur les courses alimentaires. Les conséquences sont d'ores et déjà douloureuses, voire catastrophiques pour les plus précaires.

Cette inflation n'a pourtant rien d'un mécanisme naturel. C'est la spéculation et les pénuries organisées par les grands groupes capitalistes en situation de monopole, comme les compagnies pétrolières, qui sont responsables de cette explosion des prix, encore aggravée par la guerre en Ukraine. C'est un des mécanismes par lesquels la classe capitaliste augmente ses profits, en réduisant la

part de richesses qui revient aux travailleurs.

Contre la vie chère, certains candidats évoquent le gel, voire le blocage, si ce n'est de tous les prix, du moins de certains, comme le carburant ou des produits de première nécessité. « Si vous votez pour moi, dans deux mois, tous les prix de première nécessité seront bloqués », a ainsi affirmé Mélenchon lors d'un meeting le 13 mars. Mais cette solution n'en est pas une : en bloquant le prix de certains produits, et pas d'autres, on ne résout pas le problème d'une paie, d'une pension de retraite ou d'une allocation qui restent insuffisantes pour aller au

bout du mois.

Et puis, qui subirait les conséquences de ces mesures de blocage des prix sinon peut-être d'autres travailleurs ?

En réalité, contre la vie chère, les travailleurs n'ont que leurs salaires et ce qui en découle, retraites et pensions. Les primes, exonérations diverses, aides multiples tendent à les diviser entre ceux qui y ont droit et ceux qui passent à côté. La lutte pour l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix, au contraire, peut les rassembler et les unifier, face au patronat et à l'État.

Aline Rétesse





Jean-Pierre Mercier: “Un monde impérialiste barbare”

Jeudi 24 mars, lors du meeting à Caen de Jean-Pierre Mercier, les questions ont été nombreuses : quel est le programme de Nathalie pour les retraites ? Et sur l'aide personnalisée aux handicapés ? Et d'autres, comme celle de la guerre en Ukraine.

Comme l'a dit Jean-Pierre, le propriétaire ne baisse pas le loyer quand on a un handicap ou qu'on est retraité. Alors, il faut 2000 euros minimum pour chacun, et l'indexation des revenus du monde du travail sur le coût de la vie ! Ce sont les travailleurs qui prennent tous les risques dans cette société, ce sont eux qui sont victimes des accidents du travail, de l'usure des nerfs et des muscles, des

horaires à rallonge.

Les patrons, en investissant, ne sont-ils pas la source de l'innovation ? Mais, en fait, ils n'innovent pas : ils privent toute la société des innovations, pour pouvoir les vendre avec profit à ceux qui peuvent payer. On l'a vu pour les vaccins du Covid, inventés avec l'argent public et exploités avec des brevets qui en privent l'Afrique par exemple.

Quant à l'Ukraine, se

prononcer contre la guerre et les manœuvres de la France veut-il dire laisser les Ukrainiens à leur sort ? Si eux-mêmes réclament des armes, ne faut-il pas en fournir ? Plusieurs participants ont rappelé comment, en Afrique, les envois d'armes sous prétexte d'aider les peuples se sont retournés contre eux et ont aggravé les conflits.

Contre la guerre, la vraie solution peut venir des peuples, à commencer dans ce cas par le peuple russe. Aider ici à préparer leur révolte, ce sera le meilleur moyen d'œuvrer contre ce monde impérialiste barbare.

Le vrai vote communiste

« Ce n'est plus le Medef qui va dicter la politique de la France ! », a déclaré Fabien Roussel, candidat du PCF. Il est exact que le grand patronat dicte sa loi aux gouvernements.

C'est vrai de celui de Macron, mais ça l'était aussi de tous les gouvernements,

y compris ceux qui s'affichaient de gauche, avec le soutien du PCF.

Ce n'est donc pas en rééditant une nouvelle version de la gauche au pouvoir que l'on pourra « Redonner le pouvoir à ceux qui travaillent et qui veulent vivre dignement de leur travail »,

comme le proclame Rousset. Pour cela, il ne suffira pas d'un vote : il faudra des grèves puissantes, capables de faire plier le grand patronat. Il faut s'y préparer et une seule candidate l'affirme clairement : Nathalie Arthaud.

En battant la campagne...

Rappelons que, dans le cadre de la campagne présidentielle, les affiches officielles des candidats sont apposées par des entreprises spécialisées sur les panneaux officiels. L'affiche électorale de Nathalie Arthaud doit être apposée sur le panneau numéro 1. Si elle

ne l'était pas, ou était détériorée, merci à tous nos amis de nous en avertir. On peut le faire par courriel en précisant le département, la commune et l'adresse du panneau concerné, en joignant si possible une photo et en précisant la date :

contact@lutte-ouvriere.org



Procurations de vote

Les personnes souhaitant voter pour Nathalie Arthaud, mais qui ne pourront se rendre au bureau de vote le 10 avril, peuvent donner procuration à un

autre électeur.

Celui-ci devra aller voter à leur place et donc pouvoir se rendre dans le bureau concerné.

<https://www.nathalie-arthaud.info/procuration>

Pour être mis en relation avec quelqu'un pouvant le faire, on peut passer par notre site et remplir au plus vite le formulaire.

Meeting central de Nathalie Arthaud

Dimanche 3 avril à 15 heures au Zénith - Paris-La Villette

Départs collectifs organisés en région.

Liste disponible sur le site nathalie-arthaud.info



Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Lyon

Vendredi 1^{er} avril à 19 heures

Salle Joliot-Curie - 68, bd Irène-Joliot-Curie, à Vénissieux

Lille

Mercredi 6 avril à 19 h 30

Le Chapitô - Parc Gustave-Engrand - 208, rue Faidherbe à Hellèmes

Rouen

Vendredi 8 avril à 19 heures

Salle de l'Hôtel Mercure - 12 bis, rue Aristide-Briand



Communiste, révolutionnaire, internationaliste !

Éditions les Bons Caractères 204 pages - 10 euros

Disponible auprès de nos camarades, dans les librairies, et sur le site des Bons Caractères : www.lesbonscaracteres.com

Retrouvez la campagne sur le site
www.nathalie-arthaud.info



Macron en campagne : provocation grossière contre les enseignants

Dans la présentation de son programme, Macron a déclenché une violente charge contre les enseignants. « On va payer mieux ceux qui sont prêts à faire plus d'efforts », a-t-il dit, reprenant sans vergogne les préjugés les plus crasses sur les enseignants fainéants et absents.

« J'assume plusieurs systèmes de rémunération, car ils ne font pas tous la même chose. Vous avez des enseignants qui pendant le Covid se sont occupés de leurs élèves, et des enseignants qui ont disparu », a aussi déclaré Macron affichant son mépris social. Et d'ajouter : « On propose un pacte aux enseignants : on vous demande de nouvelles missions qu'on est prêt à mieux payer, comme le remplacement des profs absents, ça doit être une obligation, le suivi individualisé des élèves,

l'accompagnement sur le temps périscolaire. Pour les enseignants en place, je propose un nouveau contrat. On augmente leur rémunération s'ils sont prêts à changer leur organisation. Toutes les nouvelles embauches sont sur la base de ces nouveaux contrats. »

Tout cela relève du recyclage d'annonces démagogiques déjà faites sous Sarkozy et peu suivies d'effet. Faute d'enseignants de réserve, dans le primaire, en cas d'absence de leur professeur, les élèves sont souvent répartis



Rassemblement d'enseignants à Paris, le 10 novembre 2020.

dans les autres classes déjà surchargées. Dans le secondaire, ils sont souvent livrés à eux-mêmes. Mais obliger un professeur disponible d'une autre matière à en remplacer un autre au pied levé ne peut signifier au mieux

qu'une garderie, et surtout un prétexte pour supprimer encore les quelques postes de remplaçants.

Il en va de même des évaluations, que Macron veut mettre en place pour chaque classe et par conséquent pour chaque enseignant. Elles devraient permettre selon lui de séparer le bon grain de l'ivraie, car « on sait bien que dans une école on va avoir un professeur qui va changer les résultats des élèves et un autre non ». Et évidemment, vieille lubie, il promet de donner aux chefs d'établissement et directeurs d'école, qui ont pourtant bien d'autres tâches, de choisir leur personnel et même de « récuser des profs ». Lesquels? Trop gréviste? D'une santé trop fragile?

La seule ficelle de Macron consiste donc à tenter de dresser les parents d'élèves

contre les enseignants, en faisant de ces derniers des boucs émissaires. Cela peut être payant électoralement, pour attirer des électeurs anti-fonctionnaires de Péresse et Zemmour, mais cela mérite un zéro pointé quant à améliorer la prise en charge des élèves.

Si jamais les intentions survivent à la démagogie de la période électorale, Macron devra encore vaincre la résistance des enseignants pour les mettre en application. Ils n'ont nul besoin de carotte ou de bâton pour enseigner, mais veulent, comme tous les travailleurs, avoir un salaire digne pour exercer leur métier dans des conditions décentes. Pour l'obtenir, il leur faudra se battre avec l'ensemble du monde du travail.

Christian Bernac

Le mépris en marche

Le 28 mars, en bras de chemise et flanqué de deux notables socialistes locaux ralliés à sa candidature, Macron s'est astreint à l'exercice de la déambulation du candidat dans un quartier populaire de Dijon.

Après la causerie devant un public trié sur le volet et briefé à l'avance sur les bonnes questions à poser, Macron s'est retrouvé face à des habitants venus lui demander des

comptes sur les fins de mois impossibles à boucler.

Le candidat s'est révélé d'une constance sans faille dans le mépris de classe. À l'agent commercial qui constatait : « On est devenu des travailleurs pauvres », il a expliqué qu'il n'y avait pas d'argent magique. À un camionneur ne se voyant pas travailler jusqu'à 65 ans, qu'il n'allait pas mentir sur l'espérance de vie plus longue. Et à un homme qui

parlait de l'augmentation de sa mutuelle, qu'il lui suffisait d'en changer!

Traverser la rue pour trouver un emploi, changer de mutuelle si elle est trop chère... Macron balaya d'un revers de main les angoisses des classes populaires, pour mieux servir la classe capitaliste qui, elle, a droit à des flots d'argent magique, garantissant profits et dividendes.

Nadia Cantale

Guadeloupe : des écueils dans l'accueil pour Le Pen

Le voyage électoral de Marine Le Pen en Guadeloupe les 26 et 27 mars a été marqué par des manifestations d'opposition. L'accueil organisé à l'aéroport par un petit groupe de ses partisans n'a pu lui éviter les écueils du soir et du lendemain.

En effet, à l'appel de plusieurs organisations nationalistes (ANG, UPLG, FKNG) et de l'organisation communiste révolutionnaire Combat ouvrier, plusieurs dizaines de personnes ont d'abord bloqué l'entrée de France-TV (Guadeloupe Première) où Marine Le Pen devait être interviewée au journal de 19h30 du 26 mars. Devant l'impossibilité de s'y rendre, Le Pen et les journalistes ont décidé de faire l'émission à distance depuis son hôtel, Le Créole Beach, à Gosier. Les manifestants se

rendirent alors à cet hôtel.

Au moment où commençait l'interview, la cheffe du RN en fut empêchée. Entourés et aux cris de « Le Pen, dehors, Le Pen raciste », elle et les membres de sa sécurité durent traverser une partie de l'hôtel, poursuivis par les manifestants. Toujours entourés par ces derniers criant leurs slogans, ils trouvèrent refuge dans un salon de l'hôtel et rejoignirent par une autre porte la chambre de Le Pen. Entre-temps, le garde du corps avait violemment bousculé une camarade et

Rody Tolassy, le représentant du RN en Guadeloupe, en avait giflé une autre.

En quittant l'hôtel, les manifestants croisèrent trois cars de gendarmes en tenue de combat qui se rendaient sur les lieux. Trop tard!

Le lendemain, Le Pen, craignant les manifestations, annulait son interview prévue à 7 heures du matin à RCI (Radio Caraïbes International). Elle annulait aussi le lendemain une visite à Sainte-Rose, préférant se rendre au domicile de son représentant local dans la même commune. Puis, au cours de sa visite sur le marché de Sainte-Anne, elle fut applaudie par certains mais fut encore huée par des manifestants.

Lors d'une conférence



Des manifestants anti-Le Pen bloquent la route de France TV.

de presse tenue à son hôtel avant de quitter l'île, Marine Le Pen a évidemment dénoncé ces manifestants d'extrême gauche et indépendantistes et a déclaré qu'elle porterait plainte.

En définitive, même si elle a accru son audience en

Guadeloupe, son voyage a été proche du fiasco. La politique de dédramatisation de la dirigeante d'extrême droite, notamment pour faire oublier son racisme et se donner une image plus respectable, ne trompe pas tout le monde.

Pierre-Jean Christophe

Pratiques de l'État : répression et discriminations

Cette année encore, le rapport d'Amnesty International n'épargne pas l'État français en matière de violation des droits élémentaires.

Ses pratiques envers les migrants y sont dénoncées. C'est le cas du renvoi forcé de certains d'entre eux dans des pays où ils risquent leur vie. Amnesty cite ainsi le cas d'un Tchétchène, Madomed Gadaïev, témoin clé dans une affaire de torture, qui a été expulsé en Russie malgré une décision de la Cour nationale du droit d'asile et enlevé deux jours plus tard par la police tchétchène. Le rapport évoque aussi les expulsions de réfugiés afghans, qui continuent après la prise de Kaboul par les talibans. Hypocritement, ces réfugiés sont d'abord expulsés vers d'autres pays de l'Union européenne, comme la Bulgarie, connus

pour juger d'emblée leurs demandes infondées et procéder à l'expulsion. Le rapport dénonce aussi les « traitements dégradants subis par les migrants à Calais, où la police et les autorités locales ont limité leur accès à l'aide humanitaire et les ont soumis à des manœuvres de harcèlement ».

Les lois prises par Macron sont également dénoncées, comme celle dite « sur la sécurité globale », limitant le droit de partager des images « sur lesquelles des policiers pouvaient être identifiés ». Ou encore la « loi confortant le respect des principes de la République », qui a introduit de nouveaux

motifs de dissolution des organisations.

Les violences de la police sont condamnées, comme celles exercées en juin dernier contre les participants d'un rassemblement festif à Redon, où plusieurs personnes ont été gravement blessées et où l'une notamment a perdu la main. On pourrait y ajouter bien d'autres méfaits. L'interdiction ou la dispersion sans ménagement des manifestations contre la politique du gouvernement, le tabassage de jeunes dans les quartiers par une police sûre de son impunité, font partie du quotidien.

La façade démocratique de la France est décidément bien lézardée.

Daniel Mescla

Un migrant électrocuté : "les frontières tuent"

Un jeune migrant érythréen est mort vendredi 25 mars dans la gare de Valenciennes, victime d'un arc électrique, alors qu'il se trouvait sur un train de fret à destination de Calais. Le wagon s'est alors enflammé.

La gare a dû être évacuée et trois autres migrants et un cheminot ont été conduits à l'hôpital. Contrairement aux réfugiés ukrainiens, pour qui la SNCF a décidé la liberté et la gratuité de circulation à bord des trains, les hommes et les femmes fuyant la barbarie d'autres régions du monde, d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient, n'ont pas droit à cette mansuétude. Ils doivent donc, après avoir fui l'horreur, continuer à risquer leur vie pour échapper aux contrôles, dans cette Europe qu'on présente comme libre et démocratique.

« Si la gratuité des transports était appliquée à toutes les personnes réfugiées, d'où qu'elles viennent, ce jeune

serait toujours en vie. Discriminer tue », a déclaré à juste titre l'association Utopia 56 d'aide aux exilés.

En effet, au moins deux autres migrants ont trouvé la mort ces derniers mois le long des voies ferrées de la région de Calais, cette fois percutés par un train. Deux autres ont perdu la vie à bord de camions partant pour l'Angleterre et 38 ont péri en 2021 en tentant de traverser la Manche.

Une dizaine de jeunes Érythréens ont rendu hommage à leur camarade par une bougie éclairant cette inscription : « Les frontières tuent ».

Christian Bernac



Nos lecteurs écrivent accueil des réfugiés : les affaires avant tout

« Un ami proche, originaire de la République du Congo, habitait depuis de nombreuses années en Ukraine, où il a fondé une famille.

Il avait déjà été obligé de fuir la guerre en 2014, quittant le Donbass pour la ville de Lviv, à l'ouest du pays. Fin février, il a de nouveau été chassé de chez lui par l'attaque de l'armée russe. Comme bien d'autres, arrivé en Pologne, il a subi les discriminations contre les réfugiés qui ne sont pas de nationalité ukrainienne. Il a ainsi obtenu des

papers pour quinze jours, alors que sa femme, ukrainienne, avait une autorisation de séjour de trois mois !

Tous deux ont alors choisi de venir en France pour retrouver une partie de leur famille et des amis. Et mon ami pensait aussi pouvoir continuer à travailler ici pour la multinationale occidentale qui l'emploie en Ukraine et qui possède une branche en France. Mais, pour les capitalistes, c'est le business avant tout ; la volonté et le sort de leurs employés ne comptent pas. Comble de cynisme, ses

supérieurs n'ont pas hésité à lui déclarer : « Dès que tu as ton autorisation de travail, tu pars en Lituanie [où ce groupe possède également des bureaux]. Tu nous coûteras moins cher là-bas. »

Voilà le vrai visage de ces grandes entreprises, qui veulent se faire passer ici pour les défenseurs de la liberté, de la démocratie et qui se prétendent soucieuses du sort du peuple ukrainien. Elles sont avant tout soucieuses de leur porte-monnaie ! »

Un lecteur de Grenoble



Gilets jaunes en manifestation, samedi 26 mars.

Gilets jaunes : triste bilan du quinquennat

Comme nous l'a fait observer un militant "gilet jaune" dans une lettre adressée à Nathalie Arthaud, il y a dans le bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron la répression contre eux.

Notre correspondant nous rappelle les chiffres : 10 000 verbalisés, 40 000 interpellés et mis en garde à vue, 20 000 conduits devant les tribunaux, 10 000 condamnés à de la prison avec sursis, 1 000 à de la prison ferme. En face, malgré les exactions policières, il n'y a quasiment eu aucune condamnation.

La violence inouïe

contre les gilets jaunes a été une violence contre les plus pauvres, une violence contre ceux qui osent protester pour avoir le droit de vivre dignement. Prétendre que c'est de la délinquance, de la criminalité, est une arme de classe utilisée depuis longtemps. Ce n'est pas parce que ce n'est pas nouveau dans l'histoire que c'est plus juste.

Lisez Lutte de classe,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 223 (avril 2022) :

- La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale ?
- La société russe et la guerre fratricide de Poutine
- Haïti : quand des travailleurs relèvent la tête !
- Financiarisation de la santé : le cas des hôpitaux
- Ehpad, le miroir du capitalisme sénile
- La campagne de Nathalie Arthaud :
- Circulaire électorale
- Clip de campagne

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.



Biden en Europe : les coups de menton du chef de l'impérialisme

Joe Biden a traversé l'Atlantique pour participer au sommet de l'OTAN le 24 mars, avant de visiter des bases américaines en Pologne. Au même moment, Anthony Blinken, son secrétaire d'État, rencontrait en Israël les dirigeants de l'Arabie saoudite et d'autres pays du Moyen-Orient. Les deux avaient le même objectif : consolider des alliances dont les États-Unis sont les maîtres d'œuvre.

Les États-Unis fournissent et financent la plus grande part des armes livrées à l'Ukraine. Des conseillers américains ont formé l'armée et les milices ukrainiennes. Le nombre de soldats américains présents sur des bases militaires européennes vient aussi d'être porté à 100 000, dont 40 000 sont stationnés dans des pays limitrophes de l'Ukraine. Par ailleurs les États-Unis ont décidé les sanctions les plus sévères contre la Russie. Ils peuvent le faire d'autant plus aisément que, contrairement à l'Allemagne ou l'Italie, ils sont indépendants de ce pays pour leurs fournitures de gaz ou de pétrole. Au contraire, l'embargo sur le gaz russe

est une aubaine pour les pétroliers américains. Pour d'autres capitalistes, comme les constructeurs automobiles américains, le marché russe n'a pas la même importance que pour leurs homologues allemands ou français. Bien qu'alliés, les États-Unis, la France et l'Allemagne restent des impérialismes concurrents dont les intérêts divergent.

Avec ce déplacement, Biden est donc venu exercer une pression sur ses alliés. Il veut les pousser à augmenter fortement leurs budgets militaires et leur part dans le financement de l'OTAN. En effet, si la situation et les rapports de force obligent Macron et Scholz à suivre



EVELYN HOCKSTEIN REUTERS

face à Poutine celui qui est le chef de bande, ils ne manquent pas une occasion d'afficher leur retenue, répétant qu'il faut « éviter l'escalade des mots et des actions ».

On l'a vu lorsque Biden s'est laissé entraîner par l'ambiance qui règne en Pologne, où la crainte d'une invasion russe est forte. Après avoir traité Poutine de « boucher », il a déclaré : « Cet homme ne peut pas rester au pouvoir. » Même son entourage a dû fermement le démentir. En effet, malgré toute la campagne politique

et médiatique qui dénonce Poutine comme un dictateur sanguinaire, voire comme un fou, les dirigeants occidentaux savent que jusqu'à nouvel ordre c'est avec lui qu'ils devront parler. Quant à souhaiter sa chute, ils ont trop besoin d'un régime à poigne capable de maintenir l'ordre sur le vaste territoire de la Russie. Il leur faut non pas l'abattre, mais l'affaiblir suffisamment pour l'obliger à accepter un compromis qui leur soit le plus favorable possible.

Au même moment, le

déplacement de Blinken au Moyen-Orient avait le même but : tenter de resserrer les liens avec les alliés régionaux. Massivement armés par les États-Unis, les dirigeants israéliens, saoudiens et émiratis rechignent pourtant à critiquer et surtout à sanctionner la Russie de Poutine. Comme la Turquie, la Chine ou l'Inde, ces pays ne souhaitent pas rompre avec la Russie, tant pour des liens commerciaux que pour des raisons politiques, pour garder une certaine liberté de manœuvre face à l'hégémonie américaine.

Pour les États-Unis, la guerre en Ukraine est aussi une occasion de resserrer leurs alliances. Pour l'instant, le but est de circonscrire l'influence de la Russie, mais demain ces mêmes alliances peuvent servir dans le cadre d'un affrontement plus global, voire d'un conflit mondial qui fait toujours partie des scénarios de guerre envisagés par les états-majors.

Xavier Lachau

Grande-Bretagne : faible avec les forts, fort avec les faibles

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la mansuétude du gouvernement britannique envers les milliardaires russes, dont il se refuse à saisir les biens par respect pour la sacro-sainte propriété privée, offre un contraste saisissant avec sa dureté envers les réfugiés ukrainiens qui frappent à la porte de la Grande-Bretagne.

Les pays de l'Union européenne, pourtant tous bien d'accord pour faire du continent une forteresse fermée aux migrants venus d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie, ont fait le choix au moins provisoire

d'entrouvrir la porte aux réfugiés ukrainiens. L'État britannique, lui, s'est distingué dès le départ par son refus d'adopter ne serait-ce que l'apparence d'une attitude plus humaine.

Pour la ministre de

l'Intérieur, Priti Patel, il était hors de question de laisser entrer en Grande-Bretagne des Ukrainiens sans visa, même lorsqu'ils y avaient de la famille. C'est souvent le cas puisque, malgré l'avalanche de mesures tombées sur les travailleurs étrangers depuis le Brexit, il reste en Grande-Bretagne des dizaines de milliers d'Ukrainiens. Or les visas pour la Grande-Bretagne sont désormais beaucoup plus difficiles à décrocher qu'avant le Brexit, car liés à un statut précis : étudiant, travailleur hautement qualifié, métier sous tension...

Tant pis pour les réfugiés. La ministre décréta qu'aucun ne pourrait poser le pied en Grande-Bretagne sans visa, au prétexte que sinon des espions russes se glisseraient parmi eux ! Cela supposait des démarches auprès des consulats installés ici ou là en Europe. Chacun étant parti dans l'urgence, et rarement avec tous les documents exigés, moins de 4000 demandes sur 17 000 avaient été satisfaites mi-mars.

Devant le tollé soulevé



Des manifestants pour l'accueil des demandeurs d'asile à Londres : « un demandeur d'asile clandestin, ça n'existe pas ! ».

par tant d'inhumanité, le gouvernement a dû reculer. Celles et ceux qui ont des parents en Grande-Bretagne ne sont, en théorie, plus tenus de disposer d'un visa spécifique. Et une nouvelle voie a été ouverte pour des réfugiés qui auraient la chance d'être sponsorisés pour un accueil de six mois par des familles recevant 350 livres mensuelles pour les accueillir. Une générosité qui reste donc bien limitée...

Rejetant la politique xénophobe de Johnson, de nombreux Britanniques affirment leur volonté d'accueillir les réfugiés. Des municipalités ont aussi exprimé cette volonté, mais n'auront peut-être pas les moyens d'offrir l'accueil espéré à celles et ceux qui auront franchi tous les barrages, tant les services municipaux ont souffert de coupes budgétaires ces dernières années.

Thierry Hervé

Deux brochures sur l'Ukraine

● Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine.

L'exposé a été publié sous le titre : *Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine*. On peut le consulter sur notre site : [https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/\[1\]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l](https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/[1]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l)

Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euro.

● *La question ukrainienne* de Léon Trotsky.
Prix : 1 euro - envoi contre deux timbres à 1,43 euro.

Union européenne: **unité de façade et intérêts divergents**

Au cours du Conseil européen qui s'est tenu à Bruxelles les 24 et 25 mars, les représentants des 27 États membres de l'Union européenne (UE) devaient tenter de définir des positions communes face aux conséquences de la guerre en Ukraine. Dans la plupart des domaines, ils ont eu bien du mal à aller au-delà de déclarations d'intentions très générales.

La solution trouvée pour tenter de limiter la hausse des prix de l'énergie consisterait à acheter du gaz en commun. En réalité c'est loin de faire l'unanimité. «L'Allemagne et d'autres pays restent très sceptiques sur tout interventionnisme, on risque de

mettre en péril nos approvisionnements sans avoir d'effet durable sur les prix», a ainsi déclaré le chancelier allemand Olaf Scholz. Faisant lui aussi partie des sceptiques, le Premier ministre hollandais, Mark Rutte, a insisté sur le fait que le marché européen

« est complexe et recouvre des milliers de contrats, des centaines d'acteurs, avec des différences énormes entre les régions ».

La fixation d'un prix de gros sur le marché européen constitue un autre sujet d'affrontement. Macron a déclaré qu'il fallait déconnecter le prix de gros de l'électricité de celui du gaz naturel, de façon à prendre davantage en compte l'électricité d'origine nucléaire. Une telle modification avantagerait bien sûr la France, qui dispose d'un



PHILIPPE SAUTIER SIPA

Énergie : le gaz source de conflit

Les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé le 25 mars un nouvel accord énergétique, qui prévoit une augmentation très importante des livraisons de gaz de schiste américain, en remplacement du gaz russe. Cet accord est une étape la guerre économique que se mènent depuis des années l'État russe et la bourgeoisie américaine pour la distribution du gaz en Europe.

L'accord prévoit une augmentation des livraisons de 15 milliards de mètres cubes cette année, et de 50 milliards à partir de l'an prochain. Par comparaison, l'Europe importait auparavant de Russie environ 150 milliards de mètres cubes de gaz par an. De façon concomitante, le gaz de schiste américain, plus cher, se vendait relativement peu en Europe.

L'impérialisme américain étant loin de se satisfaire de cette situation, cela fait des années qu'il exerçait diverses pressions pour permettre l'accès de ses entreprises gazières au marché européen. Le gouvernement des USA s'opposait notamment à la construction du gazoduc Nord Stream 2, propriété de l'entreprise russe Gazprom, qui aurait permis de doubler les importations de gaz russe en Allemagne.

Les États-Unis étaient déjà parvenus à obtenir de l'Allemagne et de plusieurs autres pays européens la construction de terminaux méthaniers spéciaux, des investissements lourds permettant l'importation du gaz américain aux dépens du gaz russe. Sur le terrain, des ingénieurs allemands qui travaillaient sur le Nord Stream 2 ont témoigné de menaces physiques reçues de la part

d'espions américains, et cela donne une idée des pressions subies.

À peine terminé, le nouveau gazoduc vient d'être enterré par le gouvernement du chancelier Olaf Scholz, suite à l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe. Les entreprises américaines ont ainsi remporté leur bataille contre Gazprom.

La guerre en Ukraine est ainsi l'occasion pour l'impérialisme américain de supplanter les positions économiques de la Russie. L'âpreté des tensions militaires,

politiques et économiques entre ces deux puissances s'est traduite aussi par le renforcement des bases militaires de l'OTAN aux frontières russes. Si le dernier pas a été franchi par Poutine, il doit être compris dans ce contexte.

Mais les répercussions de la nouvelle donne gazière se verront aussi dans l'avenir. Le marché européen est au cœur des rivalités des géants du gaz et va continuer à le rester. Les chiffres montrent que les importations de gaz de schiste américain ne suffiront pas à remplacer le gaz russe, ce qui sera un facteur de tensions entre États européens et de déstabilisation. Les risques de guerre sur le vieux continent, loin de s'amoindrir, sont ainsi aggravés.

Thomas Baumer



THOMSON REUTERS

Exploitation de gaz de schiste aux États-Unis.

important parc nucléaire, et beaucoup moins l'Allemagne, qui y était d'ailleurs plutôt hostile jusque-là. Et rien ne dit, malgré la hausse des cours du gaz, que cela ait changé.

Enfin, le Conseil européen a adopté une « boussole stratégique », un texte censé définir les grandes lignes de la politique de défense et de sécurité de l'UE pour les dix prochaines années. Le haut représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Sécurité a prétendu y voir un grand tournant. En réalité, la montagne a accouché d'une souris: loin de prévoir une armée commune, le document se limite à envisager « à l'horizon 2025 » une force de déploiement rapide composée de 5 000 soldats. Certes, les États se sont entendus pour augmenter leurs dépenses militaires. Mais, chacun restant maître de son budget et de ses décisions, il n'y a pas de boussole commune et les oppositions d'intérêts reprennent

vite le dessus. Si l'Allemagne a annoncé une centaine de milliards d'euros pour mieux équiper son armée, elle achètera des avions de chasse américains F35, des avions de patrouille maritime P8 à Boeing. C'est dédaigner les matériels européens, par exemple le fameux Rafale de Dassault.

Loin de faire naître une identité commune, chaque crise donne lieu à une foire d'empoigne plus ou moins exacerbée. Sur la question énergétique ou sur celle de la défense, les États membres de l'Union européenne doivent constamment trouver des compromis satisfaisant leurs intérêts nationaux, c'est-à-dire ceux de leurs capitalistes les plus puissants. Pour ceux-ci, l'Union européenne est une arène où ils ne cessent jamais de s'affronter. Les conséquences de la guerre en Ukraine pourraient rendre ces intérêts de plus en plus divergents.

Marc Rémy

Wall Street: record pour les banquiers

Jamais les banquiers de Wall Street n'ont touché autant de bonus qu'en ce début d'année. Ils se sont partagé 45 milliards de dollars.

Les grandes banques d'affaires, Goldman Sachs, JP Morgan, etc., récompensent ainsi, au-delà de la rémunération fixe, leurs hauts cadres et leurs traders vedettes. Un montant déjà considéré comme historique leur avait été versé au titre de l'année 2020, en pleine pandémie, alors que l'économie mondiale vacillait et que les travailleurs perdaient leurs emplois par millions. Mais, pour 2021, il dépasse de 21% le record de 2020.

L'économie va de crise en crise: après la récession de 2020, elle a rebondi de façon très chaotique avec des pénuries, des problèmes de logistique, une inflation qui démarre et qui persiste, les guerres et tensions

internationales qui handicaptent la production. C'est sur ces sables mouvants que la spéculation redouble, que les grandes entreprises mondiales enregistrent des bilans financiers flatteurs.

Les records de la Bourse de New York, dont les retombées réjouissent les banquiers, en sont le reflet. Tout comme les bénéfices jamais vu de 160 milliards des entreprises françaises du CAC 40.

Du côté des travailleurs, l'inflation rogne les salaires et dans les pays pauvres la famine rôde. Mais les vautours capitalistes peuvent se nourrir abondamment de la décomposition économique en cours.

Lucien Déroit

Orpea : cachez ce rapport...

Le rapport de l'Inspection générale des Finances (IGF) et de celle des Affaires sociales (IGAS) sur Orpea, qui compte près de 230 Ehpad en France, a poussé le gouvernement à porter plainte contre le groupe, pour présomption de détournement de fonds publics.

La ministre déléguée chargée de l'Autonomie a cependant précisé que le rapport ne serait pas rendu public pour « des raisons de confidentialité et de secret des affaires », afin que l'enquête soit faite dans les règles!

Orpea peut être tranquille; on reste entre soi. Pourtant, entre 2017 et 2020, vingt millions d'euros de crédits publics, théoriquement destinés à l'embauche de soignants, ont disparu de la comptabilité du groupe. Des auxiliaires

de vie, embauchées comme « faisant fonction d'aides-soignantes », ont été payées par les dotations publiques, au lieu de l'être sur des fonds privés: un détournement estimé à plus de 50 millions d'euros. Des fournisseurs de produits payés par l'État auraient également accordé à Orpea plus de 18 millions de remises de fin d'année, cadeau de Noël pour les actionnaires du groupe.

Tout cela s'est fait au détriment des résidents et

du personnel: des pensionnaires rationnés sur les biscuits et le sucre, obligés de se contenter de repas à 4,20 euros la journée, des soignants épuisés par les cadences, dans l'impossibilité de s'occuper correctement des résidents et angoissés à l'idée de se voir transformés en robots.

Le gouvernement a hâté l'enquête, sans doute pour rejeter toute accusation de négligence et d'indifférence sur un sujet sensible dans cette période électorale. Mais point trop n'en faut. Une instruction s'enlisant dans les méandres des procédures pourra prendre des années, laisser de la marge aux entreprises pour continuer leurs affaires, et donner aux gouvernants le temps de



faire oublier l'affaire.

Il a fallu la publication d'un livre sur les pratiques des Ehpad pour que le gouvernement fasse mine de découvrir un scandale dont lui et ses prédécesseurs sont complices. Il voudrait maintenant l'enterrer au plus vite.

Par leurs révélations et leurs mouvements, à plusieurs reprises, les

travailleurs des Ehpad avaient alerté l'opinion publique et contribué il y a longtemps à lever le voile sur les pratiques de leurs patrons et actionnaires. Mieux vaut compter sur eux pour continuer à le faire que se fier à des gouvernants surtout pressés de se débarrasser du problème.

Sylvie Maréchal

Laboratoires Servier : une subvention qui a fait scandale

Le 23 mars, la presse a révélé que les laboratoires Servier allaient toucher une subvention de 800 000 euros dans le cadre du plan France Relance.



Le gouvernement prétend ainsi aider le pays à garantir sa souveraineté pharmaceutique et son

indépendance en cas de crise sanitaire, alors qu'il ne cherche qu'à arroser les entreprises d'argent public

sans contrepartie aucune. Mais là, cette subvention a fait scandale et a fini par être annulée.

Il y a un an tout juste, le 29 mars 2021, Servier était condamné, au terme d'un combat de quatorze ans, à 2,7 millions d'euros d'amendes pour tromperie aggravée et homicides et blessures involontaires dans le scandale sanitaire du Mediator. Dès 1998 en effet, l'Agence française du médicament avait été alertée sur les risques de ce médicament. Servier le savait, et pourtant ce produit, retiré du marché en 2009, continuait d'être prescrit comme coupe-faim et est responsable de la mort de plus de 2 000 personnes. La médecin Irène Frachon a commencé le combat contre le Mediator en 2007, quand elle a observé que des patients sous Mediator étaient atteints de déficiences cardiaques graves. Elle s'est

alors heurtée aussi bien à Servier qu'aux autorités sanitaires, plus promptes à soutenir un grand patron qu'à veiller à la santé des patients.

Servier, servi par une armada d'avocats, a tenté pendant des années d'éluider ses responsabilités. Ils se sont mobilisés pour éviter la moindre indemnisation. La direction de l'entreprise a d'ailleurs fait appel de la condamnation de 2021.

L'annonce de cette subvention a déclenché la colère d'Irène Frachon qui, au nom des victimes, a déclaré: « C'est un scandale qui me fait trembler de rage et surtout, qui est une insulte aux victimes du Mediator. Ce serait risible si ce n'était pas simplement inquiétant. Et si ça ne témoignait pas d'une indifférence cynique totale aux enjeux de santé publique. » D'autant que la subvention annulée concernait

notamment la fabrication d'un médicament, le triplixam, jugé inutile voire dangereux par les autorités de santé.

Cerise sur le gâteau, le groupe est en pleine restructuration et annonce pas moins de 287 licenciements dans le secteur de la recherche et du développement, dont 150 dans les usines d'Orléans et de Gidy, le site concerné par cette subvention. Ainsi, ceux qui pensent que l'argent public versé au nom de la souveraineté et des relocalisations permet de créer des emplois peuvent voir qu'il sert surtout à engraisser les patrons. Seulement, cette fois, la ficelle était un peu trop grosse.

Pour autant, Servier va continuer sa production de médicaments y compris ceux jugés inutiles ou dangereux, sans que l'État réagisse.

Aline Urbain

Storengy : gaspillage et réchauffement climatique

Storengy, filiale d'Engie, stocke le gaz du fournisseur dans ses dix sites sur le territoire français. Cette entreprise est accusée de libérer chaque année 2,5 millions de mètres cubes de gaz dans l'atmosphère par simple souci d'économies.

Ce gaspillage immense provient d'une pratique, la mise à l'évent, qui consiste à laisser échapper du gaz

pour éviter les explosions, afin de sécuriser une canalisation lors d'une réparation. Parfois, cela se fait en une seule fois, et c'est l'équivalent de la consommation de gaz de tout un village qui part dans le ciel.

L'entreprise pourrait agir autrement. En faisant des dérivations et en capturant le gaz avant de faire les opérations de maintenance,

il n'y aurait pas de gaspillage. Mais cela prendrait plus de temps et demanderait plus de personnel. Alors, comme le temps c'est de l'argent pour les capitalistes, cette pratique perdure.

Pour le profit, l'entreprise n'hésite pas à gaspiller du gaz et n'hésite pas non plus à contribuer au réchauffement climatique. Le

gaz rejeté est du méthane, un gaz trente fois plus polluant que le CO₂, donc trente fois plus réchauffant pour la planète.

Storengy n'est pas la seule entreprise à agir ainsi. Il semble que cette pratique soit généralisée à toutes les industries du gaz en France et dans le monde. Pourtant, une loi interdit la mise à l'évent depuis 2014.

Mais elle ne prévoit aucune sanction! Le gouvernement laisse ces entreprises polluer et gaspiller, comme il laisse les spéculateurs profiter de la situation pour accroître leurs profits. Il est tellement plus simple de faire la morale aux travailleurs pour qu'ils maîtrisent leur consommation de gaz.

Joséphine Sina

Cabinets conseils : aux frais de l'État

Le recours accru de l'État aux cabinets conseils privés, les sommes versées à ces cabinets ainsi que le fait que l'un des plus sollicités, le cabinet McKinsey, n'a pas payé d'impôts en France depuis dix ans, font scandale.

C'est sous la présidence Sarkozy que le rôle de ces officines qui, pour certaines, sont françaises et ont des noms connus comme Capgemini, a commencé à se développer. Les sénateurs rapporteurs de la commission d'enquête actuelle ont mis en évidence la hausse continue des sommes payées à ces cabinets. En 2021, il s'agit de plus d'un milliard d'euros. Une journée de consultant est facturée en moyenne 1528 euros.

S'il y a là une privatisation des services de l'État, le problème n'est pas pour autant de glorifier les hauts fonctionnaires qu'elles remplacent et leurs compétences, comme le fait par exemple Fabien Roussel pour le PCF. Une grande majorité des consultants de ces cabinets sont des hauts fonctionnaires ou des ministres reconvertis. Ils viennent des grandes écoles comme HEC ou l'école Polytechnique, y compris chez

McKinsey. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils savent si bien répondre aux exigences d'économies voulues par l'État, au détriment de la population.

Ainsi, le gouvernement a fait appel à McKinsey pour piloter sa réforme sur le calcul et le versement des allocations logement (APL) avec pour objectif plus d'un milliard d'économies. Le cabinet McKinsey a facturé 3,88 millions d'euros sur deux ans le pilotage de cette réforme qui s'est traduite par une baisse moyenne de 73 euros pour 30% des allocataires et par l'arrêt de toute allocation pour 8% d'entre eux. En fait de



simplification, la complexité des dossiers est devenue telle que de nombreux allocataires renoncent à demander des comptes ou à obtenir quoi que ce soit.

Le recours accru à ces cabinets de conseils est encore une façon d'enrichir des entreprises privées au détriment de l'État, même si sur le fond cette collusion entre

le privé et l'État n'est pas nouvelle. Nombre de hauts fonctionnaires passent des cabinets ministériels à des postes importants dans le privé et vice versa. Que ce soit au sein des ministères ou à la direction des groupes capitalistes, ne s'agit-il pas dans les deux cas de servir la bourgeoisie ?

Inès Rabah

Agroalimentaire : hausse des prix au programme

Chaque année, en janvier-février, la grande distribution et ses fournisseurs négocient les tarifs et les conditions de vente des produits vendus en rayons. Ces négociations sont supposées fixer les règles pour toute l'année.

Comme toutes les négociations, celles-ci résultent d'un rapport de force entre, d'un côté, Carrefour, Leclerc ou Auchan et, de l'autre, Danone, Lactalis ou Lustucru. Invoquant les coûts des matières premières, de l'emballage, du transport ou de l'énergie, les groupes agroalimentaires essaient d'arracher aux grands distributeurs les meilleurs prix. Les agriculteurs les plus gros, les grandes coopératives participent à ces négociations arbitrées par le gouvernement. Dans ce bras de fer entre puissants capitalistes, les intérêts des petits

producteurs ne pèsent guère plus que ceux des consommateurs, malgré les lois, comme celle dite Égalim 2 censée protéger la rémunération des agriculteurs. Quant aux intérêts des salariés, d'un côté comme de l'autre, un seul mot d'ordre : toujours moins !

Cette année, sous prétexte de la hausse du prix des matières premières agricoles, du transport, de l'énergie, les négociations avaient abouti, pour la première fois depuis huit ans, à des prix payés aux industriels et aux gros agriculteurs en hausse de 3% avec

des pics bien supérieurs pour les pâtes, les fromages ou les produits sucrés. Pour les consommateurs, les hausses prévues sur les produits finaux étaient encore plus importantes, y compris sur les marques distributeurs consommées par les ménages les plus modestes.

Las, à peine les négociations bouclées, la guerre en Ukraine et la spéculation effrénée de quelques grands courtiers sur les céréales, ont provoqué une nouvelle explosion du prix des denrées agricoles et de la nourriture pour le bétail. La filière agroalimentaire a immédiatement demandé une réouverture des négociations pour répercuter ces hausses sur la grande distribution. Christiane Lambert, patronne de la FNSEA, a déclaré : « Il va falloir oser parler de hausses substantielles du prix de l'alimentation ».

Avec l'accord du gouvernement, toute la filière, y compris la grande distribution, va finir par trouver un accord... sur le dos des consommateurs. Car dans cette guerre des prix entre géants riches, les seuls qui n'ont pas la possibilité de répercuter ces hausses à l'étage du dessous sont ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre.

Xavier Lachau

Impôts : derrière la baisse, l'arnaque

« 15 milliards d'euros de baisses d'impôts » : voilà ce que propose Macron pour les cinq ans à venir. Si on en croit ce bonimenteur, ils viendraient s'ajouter aux 50 milliards de baisses lors du quinquennat qui s'achève.

La plupart de ces baisses ont bénéficié aux entreprises avec les diminutions des impôts dits « de production » et de l'impôt sur les sociétés. Les riches ont vu l'ISF disparaître. Et l'on entend parfois les macronistes se vanter de la disparition progressive de la taxe d'habitation.

Or si cette réforme des impôts locaux a laissé un sou dans la poche gauche des contribuables, elle a aussi comme effet de leur prendre un billet dans la poche droite. En effet, les communes ont vu cette ressource se tarir alors que les dépenses d'électricité, de gaz ou de carburant pour leurs véhicules explosent. L'État ne compensant pas la perte de la taxe d'habitation, elles n'ont le choix qu'entre laisser les services publics se dégrader toujours plus, ou augmenter la taxe foncière dans les budgets votés en ce moment, ou bien les deux...

Les propriétaires de pavillons, maisons ou appartements sont ainsi les

cibles d'une hausse des taux, variable selon les municipalités et les communautés de communes, combinée à la revalorisation des valeurs locatives de 3,4% pour tout le territoire, la plus forte depuis 33 ans. Ainsi à Dijon, les propriétaires voient leur taxe foncière augmenter de 5%, plus que l'inflation officielle et bien plus que les salaires. À Tours, c'est carrément 15,3% de hausse !

Quant aux locataires, qui en théorie devraient être gagnants de ce transfert de la fiscalité locale de la taxe habitation vers la taxe foncière, ils voient bien souvent leur propriétaire répercuter sur les charges locatives cette hausse qui est de 28% à l'échelle nationale en dix ans.

Ainsi, avec les prétendues baisses d'impôts de Macron, la population paye une part plus grande des impôts et taxes pour que les riches et les grandes entreprises soient plus favorisés.

Lucien Détroit



B. THIBAUT FRANCE TV

Usines à l'arrêt: les travailleurs payent déjà la guerre

Depuis plusieurs semaines, la production dans de nombreuses usines en France, en lien avec la construction automobile, est perturbée du fait de la guerre en Ukraine. Il y avait déjà eu auparavant de nombreux jours de chômage partiel à cause des pénuries de semi-conducteurs. Dans tous les cas, ce sont les travailleurs qui en font les frais, et c'est inacceptable.

Il n'y a pas que Renault à être implanté en Russie. Bien des constructeurs comme Stellantis, Volkswagen, Mitsubishi, Toyota, Mazda, y ont des usines de fabrication, ainsi que divers constructeurs de poids-lourds comme AB Volvo. L'arrêt de la plupart de ces usines se traduit par des à-coups dans la production mondiale. Par ailleurs, de nombreuses entreprises sous-traitantes de l'automobile sont situées en Ukraine, en particulier pour les faisceaux électriques ou les lève-vitres. Là encore, la

guerre a arrêté la production et donc les livraisons.

À cela il faut ajouter les problèmes de fourniture des matières premières indispensables à cette industrie. L'Ukraine est un des principaux producteurs du néon utilisé pour fabriquer des lasers nécessaires à la production de semi-conducteurs, justement. Elle est aussi productrice, comme la Russie, de caoutchouc synthétique et de noir de carbone, utilisés dans la fabrication des pneus. La guerre a aussi des répercussions sur les livraisons en provenance

de Russie, d'acier, d'aluminium ou encore de palladium pour la fabrication des pots catalytiques. La Russie est par ailleurs le deuxième producteur mondial de cobalt, le troisième de nickel et le septième de cuivre. Autant d'éléments indispensables à l'électrification des véhicules.

Dès lors, on comprend bien que, derrière le débat sur les sanctions, ce qui préoccupe les capitalistes et leurs États n'est pas le sort de la population ukrainienne ou russe, mais celui de leurs profits. La guerre accroît encore l'irrationalité de l'économie capitaliste et la rend encore plus instable.

Que ce soit les pénuries de pièces, les absurdités du marché, les conséquences directes ou indirectes de la guerre, ou même l'ensemble de ces facteurs

entremêlés, les dirigeants se préparent à en faire payer les conséquences aux travailleurs. Ainsi, des dizaines de milliers d'entre eux sont touchés par des arrêts de production complets ou partiels dans les usines Renault de Cléon, Sandouville, Flins, Batilly; de Toyota dans le nord; de Stellantis-PSA à Rennes, Poissy, Sochaux, Mulhouse. Mais c'est aussi le cas dans les usines Michelin. Cela se traduit, pour les travailleurs en CDI, par des jours de chômage partiel payé par l'État, et donc des diminutions de salaire de 16 à 30%. Pour les travailleurs intérimaires ou en contrat précaire, cela signifie

la plupart du temps des licenciements.

Lorsque les usines fonctionnent, les cadences ne sont pas diminuées pour autant. Au contraire, les travailleurs doivent alterner des jours de chômage et des jours de production intense. Et il est prévisible que le patronat voudra profiter de la situation, et notamment de la guerre, pour s'attaquer encore plus aux conditions de travail et de salaire tout en faisant taire les contestations.

Il n'y a aucune raison que les travailleurs acceptent de payer les conséquences d'un système qui ne rapporte qu'aux capitalistes.

Marion Ajar

Renault – Russie : calculs patronaux et mépris des peuples



L'usine Renault de Moscou.

Le 23 mars, Renault a annoncé la suspension immédiate de la production de son usine de Moscou et évalue « les options possibles concernant sa participation dans sa filiale Avtovaz ».

L'entreprise a ainsi fini par céder aux pressions qui, du gouvernement aux médias, incitent à sanctionner la Russie.

La direction de Renault et la presse évoquent les 480 000 véhicules vendus en 2021 en Russie, deuxième marché pour la firme. Mais ce n'est pas grâce à l'usine de Moscou, dont la production est suspendue et qui fabrique annuellement environ 75 000 véhicules

Renault, Dacia ou Nissan.

La production vient essentiellement de l'usine d'Avtovaz à Togliatti, qui compte aujourd'hui plus de 30 000 salariés. La participation de Renault dans cette filiale date de 2008, quand Carlos Ghosn s'est associé, avec la bénédiction de Poutine, à un de ses proches, un oligarque dirigeant du conglomérat militaro-industriel public Rostec. Des années plus tard, après une

restructuration, qualifiée de « sauvage » même par le journal *Les Echos*, l'entreprise qui produit des Lada serait devenue rentable pour Renault, devenu majoritaire.

Les dirigeants de Renault disent qu'ils veulent agir « de manière responsable envers les 45 000 salariés ». En réalité, leurs hésitations ont peu à voir avec ces prétendues responsabilités, mais plus avec le calcul du manque à gagner et avec la possibilité de faire combler par l'État la perte financière attendue, pourtant déjà incluse dans son futur bilan.

Quant aux travailleurs russes de la firme, menacés de se retrouver sans emploi, ce n'est pas le problème des dirigeants de Renault, pas plus que de tous ceux qui décident ou appliquent les sanctions contre la Russie de Poutine. Ainsi, ceux qui paieront les conséquences de ces décisions ne sont ni les bureaucrates ou les oligarques, ni Poutine lui-même.

C'est la population, les travailleurs, et en particulier les plus pauvres, voués au chômage et à toutes les privations qu'entraînent un régime dictatorial et une guerre entre grandes puissances.

Sylvie Maréchal

Magnetto – Aulnay-sous-Bois : grève victorieuse pour les salaires

Démarrée jeudi 24 mars à 12 heures, la grève chez Magnetto, à Aulnay-sous-Bois, en Seine-Saint-Denis, a été suivie massivement avec au moins 80% de grévistes sur les trois équipes.

Magnetto est une usine de presses, qui fabrique des éléments de carrosserie automobile entre autres pour PSA, Opel, Renault. Alors, quand la direction locale a essayé de faire croire qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses, personne n'y a cru, d'autant que les donneurs d'ordres annoncent des milliards de profits : jusqu'à 13,4 milliards d'euros pour Stellantis, propriétaire de PSA, Opel, etc.

Mais la direction espérait tout de même s'en tirer à bon compte dans la négociation annuelle obligatoire avec les syndicats (NAO) en proposant 500 euros de prime pour l'année, une participation supplémentaire de 3 euros pour la mutuelle et, cerise sur le gâteau, une augmentation ridicule de 10 centimes pour la prime de panier. C'était

la provocation de trop.

Dans les ateliers, tout le monde était d'accord pour dire que les salaires doivent suivre au minimum l'augmentation de tous les prix, en particulier celui de l'essence. Et là, le patron était vraiment loin du compte.

Avec la production immédiatement à l'arrêt, la direction a vite compris la détermination des grévistes. Le 25 mars après-midi, de l'argent était miraculeusement réapparu et elle rajoutait une augmentation de 52 euros brut, soit 40 euros net, sur les salaires.

Après deux jours de grève, tout le monde pouvait partir en week-end bien satisfait, avec en tête que la grève, c'est efficace.

Correspondant LO



RATP Bus : préparer la suite

La grève appelée le 25 mars par tous les syndicats de la RATP a été suivie par la majorité des conducteurs de bus et de tram, ainsi que par des travailleurs du métro et de la maintenance. Aux bus, la mobilisation a été environ deux fois plus forte que le 18 février dernier et de nombreuses lignes ont été totalement fermées.

Pour les conducteurs RATP de bus et de tram, aux coups de rabot de l'inflation s'ajoute la remise en cause des conditions de travail dès juillet prochain, sous prétexte d'anticiper l'ouverture à la concurrence prévue en 2025. La direction réclame une hausse de 40 minutes du temps de travail quotidien et la perte de six jours de repos: l'équivalent d'un mois et demi de travail en plus par an, auquel s'ajouteraient davantage de services avec coupure, y compris le

samedi, ce qui n'existait pas auparavant.

Ces reculs se traduiraient par des milliers de suppressions de postes, plus de problèmes de santé et de difficultés dans la vie personnelle, mais aussi par la fin des compensations liées aux services avec coupure, aux retards en fin de service et au travail sur les horaires de repas.

Pour persuader les travailleurs de courber l'échine dès à présent, la direction fait miroiter une augmentation du salaire mensuel, à

condition qu'une majorité de syndicats signent, proposant 58 euros net, puis 90 euros après la mobilisation du 18 février. Dans les dépôts de bus, elle n'a pas ménagé ses efforts pour faire passer la pilule, avec vidéos, réunions de propagande payées en heures sup...

Mais son marché de dupes était accueilli avec de plus en plus de défiance, et la direction a reçu la réponse qu'elle méritait avec la grève du 25 mars. Des grévistes se sont rassemblés au siège de la RATP pour exprimer leur colère et la nécessité de riposter aux attaques des patrons du transport sous couvert d'ouverture à la concurrence. Les piquets organisés dès 5 heures ont permis aux liens créés lors de la grève

des retraites de se raviver et d'accueillir des nouveaux autour d'un barbecue, comme aux dépôts des Lilas, de Créteil et de Thiais.

De son côté, la direction vient de décider d'envoyer à chaque conducteur une lettre annonçant la dénonciation d'une série de dispositions en vigueur sur les conditions de travail: quelques jours après la grève, elle hausse le ton et menace d'imposer de nouveaux horaires sans aucune compensation financière.

Les travailleurs savent qu'il faudrait un véritable mouvement de grève pour envoyer le projet de la direction à la poubelle. Une telle grève pourrait réussir à entraîner tous les sec-

réorganisés, filialisés ou menacés de l'être, comme les ateliers de Championnet, la maintenance, et aussi arracher des hausses de salaire, un des motifs de la mobilisation du 18 février.

Pour l'instant, beaucoup attendent, sans grand espoir, les dernières réunions direction-syndicats en avril. Mais la nette hausse de la mobilisation sur les réseaux Bus et Tram par rapport à la journée précédente donne la possibilité de s'appuyer sur ce succès pour défendre l'idée de s'organiser à la base et encourager chacun à prendre directement en main la préparation de la prochaine grève.

Correspondant LO

Au métro

Le 25 mars, le mouvement a été très peu visible au métro, contrairement au 18 février, mais au moins 10% des 3000 conducteurs étaient en grève.

Après avoir appelé, dans un premier temps, à la grève à partir du 25 mars, les responsables de FO, le syndicat majoritaire à la conduite, avaient finalement levé leur appel pour le 25 mars, sous le prétexte fallacieux que le dialogue était renoué avec

la direction.

Dans ce contexte, quelques centaines de conducteurs et agents de station ont tout de même tenu à faire grève aux côtés de leurs camarades des bus, bien conscients de l'intérêt de se défendre en commun, pour les hausses de salaire et contre la casse des conditions de travail prévue sous prétexte de mise en concurrence.

Correspondant LO



SNCF – Dijon : coup de colère dans un ciel serein

Samedi 19 mars, chez les ouvriers de l'équipement de la brigade voie de Dijon, les six cheminots qui étaient de nuit ce soir-là, se sont mis en grève sitôt arrivés au travail, bloquant un chantier à 30000 euros.

Ce n'était pas arrivé depuis des années, mais c'était la première fois qu'on leur imposait des nuits le samedi et c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Lorsque le grand chef est venu les voir le mardi suivant, les travailleurs étaient intarissables et ont tout mis sur la table: leur refus de faire les nuits le samedi, mais aussi tout ce qui ne va pas. Les contrats de travaux des chantiers ne sont plus préparés à l'avance et sont pleins de fautes. Pour que le travail se fasse, les cheminots sont obligés de rattraper les erreurs en

permanence. Les petits chefs auxquels ils le signalent s'en moquent tandis que le grand chef fait semblant de découvrir les problèmes. Les grévistes ont bien compris que ce dernier les prend pour des imbéciles, d'autant qu'il les a volés sur le paiement des heures de nuit.

Les travailleurs n'aiment pas le travail de nuit, dangereux. Depuis des années, ils expliquent que beaucoup des travaux programmés la nuit pourraient se faire en journée. Mais la direction fait une question de principe de les faire travailler quand et comme elle le veut.

Inquiets, les chefs ont demandé si la deuxième moitié de l'équipe, prévue pour la nuit le samedi 26 mars, serait elle aussi en grève. Les travailleurs avaient déjà leur petite idée, car cette partie de l'équipe compte des syndiqués et elle a bien fait grève aussi. Prévoyante, la direction avait réservé plusieurs jours à l'avance les services d'une entreprise privée et a aussi fait venir des cadres sur le chantier, sous prétexte de venir en aide à l'équipe.

En tout cas, les grévistes étaient fiers d'avoir été unanimes et d'avoir contraint la direction à réagir. Le grand chef doit revenir les voir, mais ils savent qu'il ne fera rien et que la seule chose qui l'inquiète, c'est que ce soit contagieux!

Correspondant LO

Mort d'un travailleur : un appel à manifester

Un travailleur du nettoyage, employé en sous-traitance par la Ville de Paris, est décédé le 5 mars, suite à un accident très grave (relaté dans *Lutte ouvrière* du 11 mars).

C'est le produit d'une politique de réduction des coûts qui ne sévit pas seulement dans les entreprises privées. Dans un communiqué, la CGT appelle à un rassemblement et une manifestation suite à cet accident.

« Un salarié du nettoyage, M. Moussa Gassama, 58 ans, est mort le samedi 5 mars à l'hôpital de la Salpêtrière des suites d'une chute mortelle en nettoyant les fenêtres du Centre d'action sociale de la Ville de Paris. Il travaillait pour la société de sous-traitance Maintenance Industrie.

La Ville de Paris, comme la plupart des

services publics, a recours à des sociétés sous-traitantes pour le nettoyage. L'objectif de ces sociétés est de dégager un profit maximum. Ainsi, en 2020, Maintenance Industrie a dégagé un bénéfice de 463 600 euros! Ces bénéfices sont réalisés aux dépens de la santé et de la sécurité des travailleurs. Les salariés travaillent souvent seuls sans le matériel de sécurité nécessaire. Un homme en est mort.

La CGT à Paris appelle à manifester mercredi 6 avril à 12 heures, du CASVP, rue Stendhal, au siège de Maintenances 14, rue d'Annam, dans le 20^e arrondissement. »

Eurofins Biomnis – Gerland : en grève pour les salaires et la dignité

Vendredi 25 mars, c'était le troisième jour de grève pour les salariés du laboratoire Eurofins Biomnis, leader européen de la biologie, sur le site de Gerland, près de Lyon. Ils étaient rejoints par ceux du site d'Ivry en région parisienne.

La direction a d'abord proposé 2,5 % d'augmentation individuelle, qui a été refusée par le personnel, et ensuite, à la place, une augmentation générale de 1,6 %, de nouveau refusée par l'assemblée générale. Provocation patronale ou mépris ? Le directeur, ayant piqué une grosse colère et osé dire avec un ton méprisant que la grève était illégale, les salariés réunis en assemblée générale ont décidé de se mettre en grève.

Pendant l'épidémie de Covid, les travailleurs ont été beaucoup sollicités alors que la société engrangeait des bénéfices mirobolants. Le groupe Eurofins est une des entreprises du CAC 40 et son principal

actionnaire fait partie des 25 plus grandes fortunes françaises, avec un patrimoine déclaré de plus de 5 milliards d'euros.

Devant le site de Gerland, les grévistes en blouse blanche, bien décidés à se faire entendre et respecter, ont déployé des banderoles et des pancartes, salués par les klaxons des véhicules de passage. Ce soutien fait du bien.

Jeudi 24 mars au soir,



comble de cynisme, le directeur a osé dire aux salariés qu'avec tout ce qu'il avait accordé il fallait l'aider à supprimer des emplois et à augmenter la productivité. Face à ce mépris affiché, ils ont décidé de continuer la grève jusqu'au vendredi soir, sans illusion sur la possibilité de faire reculer Biomnis, mais pour le respect et la dignité, et pour que la grève lui coûte le maximum. Les laboratoires clients commençant à s'inquiéter, la direction a dû faire venir un engin frigorifique pour conserver les analyses en attente : à elle de payer !

Correspondant LO

Scopelec – Orne : pas un emploi en moins !

Suite à la perte de contrats de sous-traitance qui lie la Scopelec avec Orange, les 110 travailleurs du site de Saint-Georges-des-Groseillers, dans l'Orne, ont appris que leur site serait menacé de fermeture et leurs emplois supprimés.

Le groupe Scopelec, spécialisé dans le déploiement et la maintenance de la fibre optique, emploie sur 95 sites plus de 3 600 salariés. Le contrat perdu avec Orange représente 40 % de son chiffre d'affaires, entre 1 600 et 1 800 travailleurs au total sont menacés de licenciement. Et tout cela au moment où la fibre optique est de plus en plus utilisée et où les travaux d'installation se multiplient sur tout le territoire.

Afin de réduire en

permanence ses coûts, Orange lance tous les trois ans des appels d'offres pour mettre en concurrence ses sous-traitants avec des nouveaux. C'est ainsi que la Scopelec, qui travaille pour Orange depuis 1973, et également la Sogetrel ont perdu une partie de leur marché au profit, entre autres, de Spié et Vinci, deux groupes capitalistes parmi les plus gros. Cette pratique aboutit à additionner les niveaux de sous-traitance et à développer une concurrence féroce

entre opérateurs, allant en bout de chaîne jusqu'à recourir à des autoentrepreneurs payés à l'intervention, voire même à des travailleurs sans papiers.

Il n'y a aucune raison que les employés fassent les frais des décisions arbitraires d'Orange, dont l'État reste actionnaire à 23 %. Si les capitalistes font et défont les contrats qui les lient entre eux, c'est leur affaire. Ce sont les travailleurs qui font le travail, et le travail ne manque pas. Il faut imposer une exigence aux patrons : pas un emploi en moins sur l'ensemble des sites aujourd'hui en activité !

Correspondant LO

Auchan Russie : guerre de communication et profits

À l'inverse de Mc Donald's, Ikea, H&M, L'Oréal, Sephora et d'autres, le groupe Mulliez, implanté en Russie depuis une vingtaine d'années, a décidé de maintenir ses enseignes Auchan et Leroy Merlin. Les premiers invoquent des questions d'éthique et de morale pour se retirer, les seconds le bien des salariés pour rester.

Mais si les positions sont différentes, la même logique motive les décisions des actionnaires : la défense des intérêts et des profits de chaque groupe à l'échelle mondiale. Ce n'est pourtant pas par son éthique et sa morale que H&M s'est fait remarquer, lorsqu'un atelier de confection textile s'est effondré comme un château de cartes le 24 avril 2013 au Bangladesh, causant la mort de 1 127 des 3 600 ouvrières et ouvriers de l'usine Rana Plaza. On peut en dire autant pour Auchan, dont on a retrouvé des étiquettes de vêtements dans les décombres, et qui a nié jusqu'au bout être un commanditaire.

Début 2022, plusieurs semaines avant la guerre engagée par Poutine en Ukraine, le groupe Mulliez a annoncé sa décision de mettre fin à la présence en Russie de son enseigne Kiabi et de fermer vingt magasins, laissant plusieurs centaines de salariés sur le carreau. Decathlon qui, pour approvisionner ses

soixante magasins, doit importer pratiquement 100 % de ses articles, vient aussi d'annoncer la fermeture de ses magasins.

C'est tout l'inverse, en revanche, pour Auchan et Leroy Merlin. Sur les 30,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisés par Auchan dans le monde, sa filiale russe, avec 235 magasins, représente plus de 10 %. Leroy Merlin compte 112 magasins, avec un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros, ce qui représente 18 % du groupe.

Le PDG d'Auchan a pu déclarer aux premiers jours de la guerre que toutes ses pensées allaient aux salariés des magasins du groupe en Ukraine, mais ses regards sont surtout dirigés sur les profits accumulés par le groupe, en Russie et partout ailleurs. Guerre ou pas, les Mulliez veulent continuer de caracolier dans le classement de tête des familles les plus fortunées de France.

Philippe Logier

Leroy Merlin : la bêtise nationaliste et ses dégâts

Des travailleurs ont été insultés dans certains établissements Leroy Merlin de France, sous prétexte que l'entreprise a décidé de laisser ses magasins ouverts en Russie.

Ces salariés ont été traités de « collabos de Poutine », voire « d'assassins ». C'est imbécile, mais c'est aussi une retombée de la propagande nationaliste diffusée à outrance par les médias. Des individus se sentent autorisés à agresser des travailleurs – heureusement pour l'instant uniquement verbalement – comme si ces derniers avaient voix au chapitre concernant les décisions du groupe dans lequel ils travaillent !

Qu'ils choisissent de

rester en Russie ou d'en partir, le choix des capitalistes n'a rien à voir avec le sort du peuple ukrainien, pas plus qu'avec celui du peuple russe. Il est uniquement dicté par leur soif de profits. Comme toutes leurs décisions, ils l'imposent à tous leurs salariés, ici comme en Russie. Mais certains estiment évidemment plus facile d'agresser l'employé ou la caissière que de demander des comptes à leur patron.

Marianne Lamiral

Fnac : augmentez la paye !

Samedi 26 mars à 16 heures, à l'appel de la CFDT, vingt-cinq travailleurs de la Fnac, soit plus de la moitié de l'effectif du magasin de Strasbourg, se sont rassemblés devant la Maison Rouge place Kléber pour dénoncer les mauvaises conditions de travail et les bas salaires. Dix

magasins Fnac du Grand-Est et une quarantaine au total en France étaient mobilisés ce jour-là.

Alors que les prix montent et amputent les salaires, la Fnac ne propose aux salariés qu'une augmentation de 10,51 euros net par mois, alors que le groupe Fnac Darty a

franchi en 2021 la barre des 8 milliards d'euros de chiffre d'affaires, en hausse de 7,4 %, et a réalisé un bénéfice net en très forte progression à 160 millions d'euros. Il a donc largement de quoi augmenter les salaires et améliorer les conditions de travail.

Correspondant LO

Airbus Helicopters Marignane : débrayage réussi

À l'annonce du record historique de bénéfices de l'entreprise, de 4,2 milliards d'euros cette année, les travailleurs d'Airbus Helicopters, à Marignane, ont pu constater que ce n'est pas la crise pour tout le monde.

C'est dans ce contexte que les négociations annuelles obligatoires se sont ouvertes entre la direction et les syndicats représentatifs, FO, CFTC, CGC. La CGT, non représentative à Marignane, n'y participait pas. Mais la mobilisation a un peu bousculé ces réunions. Dans la plupart des secteurs d'atelier, des travailleurs ont commencé à se réunir à l'initiative de la CGT. Ce qui en sortait était la difficulté à boucler les fins de mois. Les discussions commençaient à la pause, et se prolongeaient... bien au-delà de

celle-ci. Les chefs n'osaient pas intervenir: c'était parfois tout un atelier qui se réunissait ainsi. Et si les salariés des secteurs concernés ne se sentaient pas de se mettre en grève sans l'appel des syndicats représentatifs, en revanche, certains d'entre eux commençaient à interpeller leurs délégués pour agir.

Par ailleurs, durant les négociations, il n'était question que d'augmentation en pourcentage. Les prix augmentant pour tous de la même manière, de nombreux travailleurs avancèrent la revendication de 200 euros pour



tous. La revendication d'une augmentation uniforme a été reprise, y compris par FO et la CFTC, qui la demandaient sous forme d'augmentation générale minimum et sur deux ans.

Des travailleurs de plusieurs secteurs se sont rassemblés plusieurs fois tous ensemble à l'extérieur de leurs hangars. Il devenait de plus en plus évident à un nombre croissant de salariés que les négociations ne mèneraient à rien sans action, et il devenait par conséquent de plus en plus difficile aux syndicats de ne rien faire.

FO, CFTC, CGC et CGT ont donc appelé à un débrayage.

Mardi 22 mars à partir de 13 h 30, les ateliers se sont vidés et plus de 2 000 travailleurs se sont retrouvés dans l'allée centrale. Dans les bureaux, les syndicats représentatifs n'avaient pas appelé à sortir, mais plus d'une centaine de courageux, dont des cadres, rejoignirent quand même le cortège qui continuait jusqu'à la « Cathédrale », le bâtiment de la direction.

Le mégaphone de la CGT scandant: « 200 euros, sinon pas d'hélicos », tout le monde reprenait la revendication.

Lundi 28 mars, les salariés apprenaient que l'accord avait été signé. Il prévoit

60 euros brut d'augmentation générale pour 2022. Mais pour la suite on sait seulement que, augmentation générale et augmentations individuelles confondues, le total ne pourra être inférieur à 125 euros sur les deux ans.

On est bien loin de ce qui serait nécessaire, ne serait-ce que pour compenser les hausses des prix. Mais les travailleurs qui ont vécu ces journées voient que leur mobilisation a de toute façon fait avancer les choses: une heure de grève a pesé plus qu'un mois de négociations. Cette leçon sera certainement très utile.

Correspondant LO



LME - Trith-Saint-Léger: un recul de la direction

Une grève pour les salaires avait éclaté mercredi soir 23 mars à l'entreprise LME (Laminés marchands européens) de Trith-Saint-Léger, dans le Nord. Elle s'est conclue dès le vendredi 25 par une victoire des travailleurs, qui

ont obtenu une augmentation uniforme de 120 euros, rétroactive depuis janvier.

À cela s'ajouteront une prime de participation ainsi que des augmentations individuelles, alors que la direction ne proposait

initialement que 80 euros d'augmentation mensuelle dans le cadre des négociations annuelles obligatoires.

La grève a démarré spontanément, lancée par des travailleurs de la base, tant du côté de l'aciérie

que du côté du laminier. Cette lutte, dirigée par les travailleurs eux-mêmes, a payé. Ils ont repris le travail la tête haute, fiers de leur grève, et de s'être fait respecter du patron.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Afrique : face à la flambée des prix

Cet article est l'éditorial du mensuel *Le pouvoir aux travailleurs* du 20 février, édité par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI - UCI).

Les populations des pays pauvres, notamment sur le continent africain, sont menacées par une nouvelle flambée des prix consécutive à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Cette guerre a des conséquences sur l'approvisionnement de nombreux pays en blé, gaz et pétrole entre autres, mais c'est principalement la rapacité des spéculateurs qui en aggrave les conséquences et étrangle les populations les plus démunies.

Sinon, comment expliquer par exemple que, dès le premier jour de la guerre, le sac de farine de 50 kg a augmenté subitement de 3000 francs CFA, passant de 16000 à 19000 francs CFA au Gabon. C'est à peu près le même phénomène qui est observé dans de nombreux autres pays africains : Égypte, Soudan, Tunisie, Nigeria, Angola, Centrafrique, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, etc. La

plupart de ces pays subissent déjà la hausse des prix consécutive à la pandémie de Covid, pandémie qui n'a fait qu'aggraver la crise économique qui frappait déjà les populations pauvres.

Les produits alimentaires de base, comme le pain, le riz, les pâtes alimentaires, l'huile de cuisine, la viande, le poisson, l'oignon, la tomate et autres légumes, sont de plus en plus chers. Les prix des bouteilles de gaz, du pétrole et du transport s'envolent et entraînent ceux des autres produits à la hausse.

Dans ces conditions, comment s'étonner que chaque flambée des prix, chaque crise alimentaire se traduise par des millions de personnes basculant dans la misère la plus révoltante ?

L'Organisation des nations unies estime qu'il y a déjà 282 millions de personnes sous-alimentées en Afrique. Hélas, ce nombre ne fera que croître durant les jours et les semaines à venir,

car la rapacité des capitalistes continue de pousser l'humanité vers le précipice.

Les dirigeants au pouvoir dans nos pays disent qu'ils n'ont aucune responsabilité dans la flambée des prix. Certes, ils ne sont pas responsables de la crise économique et de la spéculation sur le marché mondial des matières premières, ni de la pandémie de Covid, ni de la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais ils sont responsables de la dilapidation des caisses de l'État et en même temps complices du pillage des richesses naturelles de leur pays par les grandes firmes capitalistes, complices de l'exploitation des travailleurs et de la petite paysannerie. C'est en échange des miettes que leur laissent leurs maîtres des grands pays impérialistes qu'ils maintiennent l'ordre capitaliste dans leurs pays, en imposant la dictature sur l'ensemble des pauvres. Crise ou pas crise, eux ils continuent de mener un train de vie de nabab. Ils jouent un rôle dans l'appauvrissement de leurs populations.

Augmenter les salaires dans les services publics



Hausse des prix en République démocratique du Congo.

pour soulager la souffrance des petits employés de l'État dans les hôpitaux, les écoles ou dans l'administration est quelque chose qu'ils peuvent décider s'ils le voulaient réellement. De même que l'augmentation générale des salaires dans le secteur privé est une décision politique qu'ils peuvent prendre. Ils peuvent aussi décider que les importateurs des produits vivriers et les commerçants grossistes diminuent leurs marges bénéficiaires pour empêcher les prix de flamber. Mais nos dirigeants sont tellement liés au monde des capitalistes, dont eux-mêmes font partie, qu'ils ne prendront jamais ce genre de décisions

à l'encontre des intérêts de leur classe sociale, à moins d'y être contraints par la révolte populaire.

Pour que les travailleurs ne soient pas les éternels laissés-pour-compte de ce système économique, où les profits de la minorité doivent passer avant la vie et la santé de la grande majorité, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour renverser cet ordre social profondément injuste. Sur les ruines de celui-ci, ils bâtiront une nouvelle société plus démocratique, où les intérêts de l'écrasante majorité primeront sur ceux de la minorité parasite et exploiteuse.

Le pouvoir aux travailleurs

Nigeria : la dictature des trusts pétroliers

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la spéculation qui fait flamber le prix de l'essence frappe durement la population de nombreux pays. Y compris au Nigeria, pourtant premier producteur de pétrole d'Afrique !

Au Nigeria, le prix de l'essence a doublé, celui du gazole a triplé, ce qui se répercute sur les transports et donc sur l'acheminement des produits alimentaires dans ce vaste pays de 219 millions d'habitants. Pour se déplacer en voiture, par exemple dans la capitale, Lagos, plus de 22 millions d'habitants, il faut faire des queues interminables ou acheter le carburant encore

plus cher à des petits revendeurs. Beaucoup n'ont plus les moyens d'alimenter le groupe électrogène qui leur fournissait de l'électricité à la place du réseau défaillant. Les entreprises augmentent leurs prix ou renvoient les travailleurs chez eux, des commerces qui ont besoin d'électricité ferment. L'inflation, qui dépassait déjà 15%, grimpe en flèche.

La cause immédiate de

la flambée du prix des carburants est semble-t-il une pénurie intervenue quand il s'est avéré, fin janvier, que la livraison de quatre cargos provenant d'Anvers en Belgique contenait de l'essence chargée de méthanol à une dose dix fois supérieure à celle admise par les moteurs, donc impropre à la consommation. Mais pourquoi le pays le plus peuplé d'Afrique, premier producteur de pétrole du continent, fait-il venir son essence de Belgique ? Pour la simple raison qu'il n'y a quasiment pas de raffinerie en fonctionnement ! Telle est la volonté de Shell, Chevron

et Total, les trusts du pétrole protégés par la dictature qui règne sur le pays.

L'exploitation du pétrole au Nigeria a enrichi depuis des décennies les grands trusts, pendant que près de la moitié de la population survit avec moins de deux euros par jour. Ces trusts ont dévasté toute une partie du pays. En 1995, l'écrivain nigérian Ken Saro-Wiwa et huit autres militants furent pendus sur ordre d'un tribunal militaire pour s'être opposés aux crimes des compagnies contre les populations. En 2012, il a fallu une grève générale pour faire reculer

le gouvernement qui, sur la demande de Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international, avait annoncé la fin des subventions de l'État limitant le prix de l'essence et du gazole.

Aujourd'hui, la folie spéculative des profiteurs de guerre prend la population nigérienne à la gorge, dans un pays dont la richesse du sous-sol fait une cible privilégiée de l'impérialisme. Pour rendre les richesses du pays à sa population, l'expropriation des sociétés pétrolières serait une nécessité.

Jean Sanday

FÊTE 2022
de **LUTTE OUVRIÈRE**

concerts
librairies
arboretum
débats et expos
cinémas
cité des arts
carrousel de la connaissance
sciences
accrobranche
cité médiévale
espaces jeunes

Week-end de l'Ascension
vendredi 27
samedi 28
dimanche 29
mai
à **PRESLES**
(Val d'Oise)

Meeting avec
NATHALIE ARTHAUD
samedi
et dimanche
à 15 heures

fete.lutte-ouvriere.org

27, 28 et 29 mai : la fête de Lutte ouvrière

La fête de Lutte ouvrière aura lieu le week-end de l'Ascension, vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai 2022.

Les cartes d'entrée sont disponibles en pré-vente au tarif de 15 euros (25 euros sur place), auprès de nos militants et bientôt sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org/>

